

La transition sera longue et semée d'embûches

Ces deux dernières années, la démocratie a gagné du terrain dans les pays nord-africains. Ceux-ci restent cependant confrontés à d'importants défis économiques et politiques. Dans un entretien avec Mirella Wepf, l'économiste égyptien Ahmed Galal livre ses impressions et ses prévisions.



Leonardi/Contrasto/afp

Dans les pays d'Afrique du Nord où la population s'est révoltée, les anciens régimes ont trop misé sur la croissance et pas assez sur une répartition équitable des richesses, estime Ahmed Galal.

Un seul monde : Où en seront les pays nord-africains dans dix ans, selon vous ?

Ahmed Galal : Les changements en Afrique du Nord ressemblent à ceux survenus en Amérique latine, en Asie de l'Est et en Europe de l'Est au cours des dernières décennies. Nous savons donc que de telles transitions prennent du temps et qu'elles n'ont rien de linéaire. Dans une dizaine d'années, notre situation économique et politique sera sans doute comparable à celle du Mexique, de la Malaisie, de l'Indonésie ou de la Turquie.

Quels sont les principaux changements de ces deux dernières années ?

Les populations ont appris qu'elles ont le pouvoir d'influer sur la politique. Toutefois, l'économie a beaucoup souffert : le coût de la vie et le chômage ont pris l'ascenseur. Je m'attends à une période

relativement longue de fléchissement conjoncturel. La reprise dépendra ensuite des progrès politiques, des réformes économiques et de l'aide extérieure.

Qu'attendez-vous de la Suisse ?

J'espère que la Suisse appuiera la transition vers la démocratie, le transfert de connaissances et de technologies ainsi que la promotion de la formation professionnelle. Elle pourrait aussi contribuer à créer des emplois, notamment en soutenant l'émergence de petites et moyennes entreprises. La situation initiale variant d'un pays à l'autre, l'aide doit être taillée sur mesure. Il importe aussi de rendre aux pays spoliés les fonds détournés par leurs anciens dirigeants. La rapidité avec laquelle la Suisse a gelé de nombreux avoirs financiers a été unanimement saluée. Mais les gens trouvent mainte-



Ahmed Galal, titulaire d'un doctorat en économie de l'Université de Boston, dirige depuis 2007 le Forum pour la recherche économique (ERF) au Caire. Auparavant, cet Égyptien avait fait partie des organes dirigeants de la Banque mondiale pendant 18 ans. Il est l'auteur de nombreux livres et publications. L'ERF est un laboratoire d'idées indépendant qui traite de questions de développement dans les pays arabes, en Turquie et en Iran. Il a été soutenu pendant plusieurs années par l'ancien Secrétariat d'État à l'éducation et à la recherche – qui faisait partie du Département fédéral de l'intérieur – et par la DDC.



Markus Kirchgesner/af
Denis Dailoux/af



La formation de base et continue est particulièrement importante en Afrique du Nord, où le taux de chômage est élevé.

nant que la procédure juridique de restitution s'éternise.

Qu'est-ce qui pourrait entraver le développement en Afrique du Nord ?

La transition risque de faire long feu si les progrès politiques demeurent insuffisants ou si les besoins fondamentaux de la population ne sont pas couverts. Or, la reconstruction politique prendra du temps. Il faut élaborer de nouvelles constitutions, élire des parlements et former des gouvernements, cela tout en créant des emplois. Ces mesures doivent intervenir dans le respect du droit et jouir d'une grande crédibilité, de manière à attirer les touristes ainsi que les investisseurs et les bailleurs de fonds étrangers. Les pays nord-africains doivent aussi regagner la confiance des investisseurs locaux. Les conditions actuelles sont favorables à la croissance économique. Toutefois, il importe de rétablir l'équilibre macroéconomique et d'accroître les compétences de la main-d'œuvre. Le système de santé et l'éducation nécessitent des réformes, ce qui prendra également beaucoup de temps. On ne peut pas non plus laisser de côté le secteur informel. Enfin, nous avons besoin d'un contrat social qui assure les mêmes chances à tous les citoyens, rémunère le dur labeur et vient en aide aux personnes défavorisées.

Dans quelle mesure les nouveaux partis influent-ils sur l'économie ?

Les partis tendent à défendre des stratégies économiques qui servent leurs intérêts et ceux de leurs alliés. Les structures démocratiques contraindront toutefois les tenants du pouvoir à pratiquer une politique qui bénéficie à l'ensemble de la population. Les nouveaux partis en sont conscients. Ce qui manque parfois aux dirigeants actuels, c'est l'expérience gouvernementale, vu qu'ils sont restés des décennies dans l'opposition.

Quelle est l'influence de la culture et de la religion sur le développement ?

Les institutions politiques sont, à n'en point douter, le principal facteur de progrès. Une fois qu'elles seront en place, le succès économique suivra. Le risque d'un « choc des cultures » a été largement surestimé par les observateurs internationaux. Jusqu'ici, les Frères musulmans ont fait preuve d'un grand pragmatisme. En Égypte et en Tunisie, ils ont déclaré vouloir un État qui garantisse la liberté d'opinion et de religion, ainsi que l'égalité. De plus, la séparation dogmatique des confessions est moins marquée dans ces deux pays, où la religiosité est par tradition plutôt cantonnée à la vie privée.

Quels sont vos principaux partenaires commerciaux ?

Les États-Unis et l'Europe. Nous n'avons pas de relations soutenues avec l'Asie, à l'exception de la Turquie : son gouvernement islamique fait d'elle un modèle pour l'Égypte et la Tunisie. L'importance de la Russie est plus politique qu'économique. En ce qui concerne l'Europe, divers accords, processus et politiques nous ont certes facilité l'accès à ses marchés, mais nombre de barrières sont restées en place. La mobilité des travailleurs est restreinte et les règles en matière d'investissement peu claires.

Vous préconisez la libéralisation afin de stimuler la croissance, tout en mettant en garde contre une répartition injuste des profits.

Les inégalités sont moins profondes en Afrique du Nord qu'en Amérique latine. Mais les anciens régimes ont trop misé sur la croissance et pas assez sur une répartition équitable des richesses. À cela s'ajoute la corruption. Il n'est donc pas surprenant que la classe moyenne ait été la première à se rebeller. À l'avenir, les gouvernements ne pourront plus éviter de lutter contre la corruption et de promouvoir l'équité. Seuls des efforts timides ont cependant été entrepris dans ce sens. ■

(Pour des raisons de production, cet entretien a été réalisé en septembre 2012; de l'anglais)

Le chômage, problème brûlant

Une économie en bonne santé est cruciale pour garantir à long terme le succès d'une révolution. Le taux de chômage est à cet égard un critère déterminant. En 2010, environ 1,4 million d'Égyptiens étaient officiellement sans emploi, mais les chiffres officieux sont largement supérieurs. Selon un sondage réalisé en avril 2012, la création d'emplois figure en tête des priorités de la population pour l'après-révolution. Elle est suivie par la hausse des salaires, l'amélioration des conditions de travail et le renforcement de la sécurité dans le pays. Parmi les personnes interrogées, 39% ont estimé que la création d'emplois doit constituer l'objectif primordial de la politique économique.